

INSERTIONS

adresser au bureau du Journal
à 8 à 11 heures du matin et
à 2 à 6 heures du soir

Rédaction et Administration:
PIEDRAS 277 (premier étage)

UNION FRANÇAISE

PETIT JOURNAL DU MATIN

DIRECTEUR—J. G. BORON DUBARD

III Année Num. 525--400

MONTEVIDEO--Jeudi 19 Janvier 1893

A la Chambre des Représentants

SEANCE DE MARDI 17 JANVIER

Quarante-sept députés sont présents. M. Granada assiste à la séance; c'est la seconde fois depuis le premier janvier.

Le Budget de la Présidence

Sur la motion de M. Antoine M. Rodriguez, on vote les allocations de la Présidence conformément aux propositions du P. E.

Il en résulte une réduction de \$ 6,000 sur le traitement du Président de la République. Il était de \$ 24,000; il reste fixé à 18,000.

On réduit aussi à 4 le nombre des aides-de-camp de la Présidence qui en comptait 6, dans le Budget de 1890-91.

La Présidence fait en outre le sacrifice de l'un de ses huit portiers.

Le rabais général de 10 %, n'affecte pas la dotation présidentielle.

La question des Légations

Faut-il supprimer les Légations?

Faut-il les maintenir?

M. Antoine Marie Rodriguez pense que leur suppression, tout au moins à une époque aussi avancée de l'année économique serait plus coûteuse que profitable.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères explique à la Chambre que si le P. E. en a proposé la suppression c'est uniquement... pour qu'on ne les supprime pas. On a voulu fournir à la Chambre l'occasion de discuter académiquement sur une question controversée; mais on compte bien que les Représentants, après cette satisfaction toute platonique, s'empres- sent de voter en faveur du statu quo.

Un réquisitoire de M. Bachi

M. Bachi n'est pas de cet avis. Il avait cru—quelle ingénuité!—que la suppression des Légations était proposée très-sérieusement par le P. E., celui-ci étant convaincu de la parfaite inutilité de ces Légations.

La déclaration ministérielle est renversante. Mais puisqu'il en est ainsi M. Bachi dira sans détour ce qu'il pense de ce qu'il sait des légations complètement stériles sinon absolument nuisibles que le pays entretient en Europe.

Il n'y a pas une seule de ces légations qui ne coûte au-delà des allocations que leur accordé l'Etat.

Portraits et biographies

En général, messieurs les ministres résidents—non pas seulement ceux qui représentent l'Uruguay, mais l'apart de diplomates sud-américains—n'ont pas d'autre mission que celle de publier, dans les journaux illustrés qu'on édite expressément pour exploiter la candeur sud-américaine, la biographie, à tant de francs la ligne, du président de la République, son portrait, celui du ministre de la Guerre, ou celui du diplomate lui-même.

Inutile d'ajouter que celui-ci rédige lui-même aussi la biographie, ou qu'il la fait rédiger par son secrétaire. (Applaudissements dans les tribunes.)

Tels sont, en général, les travaux des diplomates du Sud-Amérique en Europe, à quelques rares exceptions près.

La légation de Londres

L'honorable M. Rodriguez a parlé spécialement des services de la Légation en Angleterre. M. Bachi ne sait pas quels sont ces services.

«Un pays comme le nôtre, dit-il, qui s'est toujours sacrifié pour payer les intérêts de sa dette à Londres, qui a prouvé sa bonne foi, son désir de rester en bons termes avec ses créanciers, et dont la dette, cependant, reste dépréciée la même précisément où est établie cette Légation qui rend de si grands services au pays... Cela ne se comprend guère. Et quant à moi, je n'ai vu nulle part dans la presse sérieuse la propagande qu'a pu faire le Ministre Oriental en Angleterre.

Grief caractéristique

C'est qui s'est passé au moment de la faillite de la Banque Anglaise met en pleine évidence l'inutilité de ce ministère.

Une banque aussi importante ne tombe pas sans que sa chute n'ait été annoncée par des symptômes précurseurs. Et pourtant la Banque Anglaise faillit, alors que le Gouvernement d'Orléans avait en dépôt dans ses caisses le ne sais combien de millions de livres sterling, et notre agent à Londres n'en savait pas un mot la veille, et il n'avait en aucune façon le Gouvernement.

Et à quel sert dès lors la porpécité des diplomates distingués que nous envoyons à l'étranger? (Applaudissements.)

Si, d'autre par, les services que rendent messieurs les diplomates consistent à envoyer de temps à autre un grand mémoire sur des questions d'hygiène (Rires.)

Simple reproduction le plus souvent de ce que publient les revues scientifiques que tout le monde reçoit...

M. Barro—Très bien.

M. Bachi—Et quelques études sur telle ou telle question complètement étrangère à notre manière d'être et à notre avenir.—Je ne vois pas que ces travaux méritent les sacrifices qu'implique la maintenance des légations.

Et l'orateur conclut que la suppression des Légations s'impose d'autant plus à la Chambre, que ces légations ne servent qu'à mettre en évidence à l'étranger la pauvreté du pays et son indigence.

A bas les légations et vive les consulats!

M. Vigil partage absolument l'avis du préopinant, et estime que les consulats suffisent aux besoins actuels de la République dans ses relations internationales.

Les droits consulaires qui constituent aujourd'hui encore une prébende véritable pour les ministres résidents suffiraient pour subvenir aux frais légitimes de représentation internationale.

Ce que font les ministres et ce qu'on leur paie

Les ministres, en général, dit M. Vigil, font

bien peu pour faire connaître notre pays, ses conditions, son commerce, etc. car on ne voit presque jamais des publications de cet ordre susceptibles de constituer des états de service pour ces hauts fonctionnaires.

Ils n'en jouissent pas moins de soldes fastueuses, sans compter les dînes qu'ils prélèvent sur les consulats dont les émoluments vont presque tous s'engouffrer dans la caisse du ministre résident.

Loin donc de rétablir les légations supprimées par l'Exécutif dans le projet de Budget, conclut M. Vigil, j'estime qu'il conviendrait d'être plus radical encore et de supprimer aussi celle du Paraguay.

M. Granada citoyen du Paraguay

M. Granada, (rendons-lui cette justice), n'assiste pas souvent aux séances, mais quand il y assiste il s'y fait remarquer.

M. Granada s'est fait hier le champion du Paraguay, méchamment amolir par M. Vigil. Et telle a été la fougue de l'orateur, en cette occurrence, qu'on a pu croire un moment que c'était l'âme même du Paraguay qui l'inspirait.

M. Granada, en outre, a des vues singulières et grandioses sur la «critique vulgaire», qui est celle des préteurs d'économies et des adversaires des Légations, et sur la critique sublime, dont le monopole est réservé à ceux qui représentent qui gagnent le soldo en la Chambre, trois fois par mois aux séances de la Chambre. «La critique vulgaire, a-t-il dit hier, comme la caricature, cherche des profils ridicules, même dans les choses les plus sérieuses (la diète législative, par exemple) pour provoquer dans la participation du peuple un sourire bien souvent déprimant.

Cette partie comique du peuple, dont parle M. Granada, n'est peut-être pas des mieux définies, mais il faut pardonner un peu de pathos aux improvisateurs, surtout quand ils sont poètes.

De la nécessité des voyages

Voici du reste quelques choses de plus clair: «Ceux-là seuls qui ne se rendent point compte de ces choses, ceux qui n'ont pas voyagé, ceux qui ne connaissent pas ce que vaut la représentation de ces pays-ci chez les grandes nations étrangères peuvent apprécier aussi légèrement...

Interruption

M. Bachi—Probablement M. Granada dans ses longs voyages en Europe aura été ébloui de notre représentation...

M. Granada.—Elle ne m'a pas ébloui, mais ça été souvent pour moi un motif de consolation et d'orgueil de me rencontrer bien des fois avec l'écusson de ma patrie.

M. Bachi.—Vous l'aurez rencontré dans une mauvaise.

M. Granada.—Jamais!

M. Bachi.—C'est un fait positif que la Légation Orientale en France était dans une mauvaise et qu'on y avait accès par l'escalier du service!

M. Granada qui n'est pas renseigné sur ce point, conclut en soutenant que les Consuls sont pour les relations Commerciales et les ministres pour les relations politiques.

La suite à demain

Après un discours de M. Casaravilla favorable au maintien des Légations et un autre de M. Ros qui demanda qu'on maintienne comme transaction celle de Londres et celle de Madrid, la suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Leçon de Géographie

Un incident curieux a marqué le discours de M. Ros. Comme l'honorable représentant faisait observer que la situation insulaire de l'Angleterre rendait difficile qu'on put à tout moment passer avec facilité au continent, M. Silva, emporté par un accès d'éruition blessée, eut à dire qu'il fallait observer que M. Ros ne paraissait pas même avoir une idée de la géographie.

On a ri presque autant et avec tout autant de raison que quand M. Tavorara au début de la Séance avait parlé en se désignant lui-même du «Sousigné» et de son secréaire M. Zorrilla de S. n Martin.

Zorrilla de S. n Martin, secrétaire de Tavorara

C'est presque un mot de la fin!

SPECTATEUR.

FÊTE FRANCO-RUSSE

AUX ENFANTS DE BÉRANGER

Nous lisons dans le «Petit Journal» de Buenos-Ayres:

La fête donnée samedi soir aux «Enfants de Béranger» en l'honneur des officiers de la marine russe «Ayuda» a été une des plus brillantes qu'il nous ait été donné de voir à cette Société.

Dès dix heures et demie, une foule compacte remplissait la grande salle qui avait été pour la circonstance décorée d'arbustes, de guirlandes et de trophées de drapeaux russes, français, et argentins, produisant un aspect des plus agréables.

Dans la rue, une foule de curieux attendait l'arrivée des officiers, qu'on délégations spéciale de la Société était allée chercher à bord; à 10 h. 15 un remous humain annonce l'arrivée des hôtes attendus qui, au nombre de cinq sont reçus par la commission spéciale nommée à cet effet, et immédiatement conduits à la salle des Fêtes où ils sont accueillis aux accents de l'hymne national argentin, de l'hymne russe, et de la Marseillaise, chacun de ces morceaux, et surtout l'hymne russe étant chaleureusement applaudi.

Alors on organise la première danse à laquelle prennent part tous les officiers et une grande partie des invités.

La salle offre l'ore le plus charmant coup d'œil.

Danseurs et danseuses en ravissantes toilettes, tourbillonnent avec entrain décrivant mille arabesques des couleurs les plus variées qu'admirent un double rang de spectateurs et spectatrices formant un superbe cadre à ce tableau animé.

Parmi les personnes présentes nous remarquons outre les cinq officiers russes parmi lesquels se trouve le second commandant du «Ayuda» (le 1er commandant se trouvant actuellement en voyage) M. Balout, chargé d'affaires de la Légation de France, M. le baron de la Tour, secrétaire de la Légation, M. de Laborde, chancelier, puis les membres de la commission de réception composée de MM. le Dr. Jabit, président de la Société, des présidents des diverses sociétés françaises et de la Chorale belge qui a tenu à montrer ainsi ses sympathies pour la France; enfin quantité de notabilités de la colonie française qu'il nous serait impossible d'énumérer.

Pendant le bal qui s'est prolongé jusqu'au jour on a dansé deux quadrilles russes conduits avec un entrain inégal par un des officiers M. Nicolas Izvanski, enseigne de vaisseau, et dont quelques-unes des figures d'ensemble, bien combinées, produisaient un aspect des plus agréables et des plus imposants.

Il nous semble que l'on pourrait chercher à retrouver ces figures originales qui, dansées par des personnes les connaissant exactement, obtiendraient toujours le plus vif succès, et rompraient un peu la monotonie des quadrilles ordinaires dont les mêmes figures se répètent chaque fois et dans un cercle beaucoup trop restreint.

Un lunch, servi pendant la durée du bal a réuni les principaux invités et donné lieu à des manifestations réciproques de sympathie amicale et du fervent patriotisme.

Enfin, ce n'est qu'à une heure fort avancée de la nuit que MM. les officiers se sont retirés, gardant, nous en sommes persuadés, et comme d'ailleurs ils ont exprimé à diverses reprises, la plus charmante impression de cette réception cordiale.

Quant à la société des «Enfants de Béranger» elle ne peut qu'être fière du succès obtenu par cette fête patriotique qui fera époque dans ses annales, et dont l'organisation et la marche n'ont rien laissé à désirer.

A. Frémont.

RUSSES ET FRANÇAIS

Samedi, soir, une splendide démonstration de sympathie a été faite par la Société des «Enfants de Béranger» aux officiers du croiseur russe «Ayuda».

Nous ne donnerons pas ici le compte-rendu de la fête, notre ami et collaborateur Frémont, l'ayant fait un peu plus haut; nous nous bornons à parler de la réception et de ce qui a été dit en cette circonstance.

D'abord M. le Dr. Jabit, en excellentes formes souhaita la bienvenue aux officiers Russes, puis M. Balout, chargé d'affaires de la Légation de France a levé son verre, à sa Majesté l'Empereur de Russie, et à la Russie elle-même.

M. Martin, dans une improvisation partie du cœur, a rappelé, en termes vibrants, la guerre de Crimée, le siège de Sébastopol, et la façon fraternelle dont Russes et Français se rencontrèrent aux avant-postes. «Jamais, a-t-il dit, une guerre aussi courtoise, aussi loyale, n'a été faite, et après que les hostilités furent suspendues, il était vraiment touchant de voir comment fraternisaient les adversaires de la veille.

M. Baumès, prenant la parole, a bu à la Russie et à la République Argentine.

M. le commandant en second du «Ayuda» a en terminant, remercié l'assistance de la réception qui était faite à la marine russe, et a levé son verre à la santé de notre Président, de la France et de la marine française.

M. Martin, au nom de la Société Alsacienne-Lorraine, s'est ensuite exprimé ainsi:

Messieurs les Officiers,

Je ne saurais rien ajouter, en ma qualité de simple représentant de la Société Alsacienne-Lorraine, aux paroles autorisées que vous venez d'entendre.

Permettez-moi seulement de vous rappeler, que les marques de sympathie que vous venez de recueillir parmi la colonie française de Buenos-Ayres, vous les rencontrerez dans le monde entier partout où bat un cœur français.

Car, messieurs, la France a le culte du souvenir et de la reconnaissance et nul d'entre nous n'ignore qu'en 1874, au lendemain de nos désastres, alors que la France meurtrie, épuisée, et à peine remise de ses blessures, la vaillante ténacité s'acharna à se relever, et à se relever à l'aube d'un jour d'avenir, et à déborder d'enthousiasme encore notre cher pays, un homme, un seul, dans l'univers entier, se leva pour nous tendre loyalement la main et nous sauver du péril.

Ce fut Sa Majesté l'Empereur de Russie.

Messieurs, je vous propose de vous joindre à moi, et de voter notre coup à la santé du Tsar de Russie, à la prospérité de son armée et de sa flotte, au bonheur de son peuple.

M. le commandant en second s'est alors approché de M. Martin et est venu choquer son verre avec le sien aux cris de vive la France, vive la Russie.

Nous regrettons de ne pouvoir reproduire tout ce qui a été dit dans cette soirée, qu'on nous permette de le résumer par ces simples mots:

Les témoignages d'une sympathie vraie, réelle, ont été échangés de part et d'autre. Les «Enfants de Béranger», comme par les bonnes soirées françaises.

Avant de terminer, nous devons dire que M. Falque, au nom de la Société, a offert à chacun des officiers russes, un petit cadeau consistant en un œuf d'autruche, sur lequel avait été peint le «Ayuda», encadré dans les couleurs françaises et russes.

Ce petit objet, offert de la maison J. Giffers et Cie, 400, rue Cayo, a en outre été rendu au profit de l'Hôpital Français.

LES POUVOIRS SPÉCIAUX

DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

PROPOSITION DE M. FOURQUERY DE BOISSERIN

[VOIR L'UNION FRANÇAISE d'hier]

M. DE LAUNAY CONTINUE SON RÉQUISITOIRE

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Nous viendrons tout à l'heure à ce milliard.

M. LE COMTE DE BERNIS.—On n'imitera pas le Gouvernement qui a oublié trop longtemps de poursuivre.

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Il a été fait à la proposition Pourquery de Boissierin une double objection: l'une d'ordre juridique, l'autre d'ordre gouvernemental.

On a dit tout d'abord: Vous allez créer un conflit avec la justice.

Je n'y crois pas; mais, si ce conflit se produisait, à qui en serait la faute? Vous savez que, pendant des années, au lendemain de la débâcle du Panama, la justice est restée les bras croisés.

(A droite.) Voilà la vérité!

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—La justice a attendu, pour poursuivre, que la plupart des délits fussent prescrits; elle a homologué tout ce qu'on a bien voulu lui présenter à homologuer. (C'est cela!—Très bien à droite.)

Il a été apporté contre nous une accusation aussi injuste que déplorable; je tiens y répondre. M. Laguerre, s'adressant à la droite, s'est écrié, après M. Rouze: «Qu'avez-vous fait pour les 100,000 porteurs du Panama?»

Je vais vous le dire. Le 7 mars 1889, un membre de la droite, M. Gaudin de Villaine, interrogé par le Gouvernement et lui demandant ce qu'il comptait faire, ce qu'il faisait pour les petits porteurs. Le Gouvernement remettait sa réponse et ajournait, comme toujours.

Le 21 janvier 1890, c'était M. Gaudin (de Clagny) qui demandait la discussion des pétitions.

Le 5 janvier 1890, M. Delahaye et moi, après avoir attendu des mois, sur la demande du ministère de la justice, qui nous disait toujours: «Attendez, nous allons poursuivre, nous allons vous donner une solution, et après avoir trop longtemps cédé à ses instances, nous venons, malgré le Gouvernement, interpellé.

Enfin, le 21 novembre 1892, c'était encore de la droite que partait la demande d'enquête et de justice.

Depuis le 7 mars 1889 jusqu'à ce jour, c'est de la droite qu'est venue sans cesse l'interrogation posée au Gouvernement. (Très bien très bien à droite.)

M. DELCASSÉ.—Parce qu'elle comprenait sa responsabilité.

M. JUREL.—C'est la droite qui a toujours soutenu le Panama!

A QUI LA FAUTE?

M. DELCASSÉ.—135 membres de la droite sur 145 ont voté pour le Panama!

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—C'est inexact, et nous allons nous expliquer sur ce point.

M. JUREL.—Nous combattons alors le Panama, et vous le défendez!

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Vous savez bien que non! Je n'ai jamais voté «pour».

M. JUREL.—Je parle de vos amis. Vous le savez bien!

M. ROUSSEAU.—Vous auriez dû leur faire connaître vos conversations avec M. de Lesseps.

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Elles sont postérieures à tous les votes, et d'ailleurs c'est ce que j'ai fait sans tarder.

LE RAPPORT DE M. ROUSSEAU

Mais il y a à l'actif du Gouvernement—et tel je réponds à M. Jurel—un fait bien autrement grave: c'est la dissimulation du rapport de M. Rousseau. Actuellement je connais enfin l'itinéraire suivi par ce rapport et je vais l'expliquer.

M. Rousseau a déposé son rapport le 30 avril 1889. Ce rapport était à ce point hostile à la façon dont étaient conduits et organisés les travaux de Panama que s'il avait été publié à cette époque, comme c'était le devoir impérieux du Gouvernement, il aurait à l'heure actuelle 1 milliard de plus dans les poches des pauvres gens de France. (Applaudissements à droite.)

Le Gouvernement a gardé ce rapport, et c'est lui qui le répète à nos interrupteurs. Vous nous demandez pourquoi un certain nombre de nos amis ont voté—non pas moi—les propositions relatives aux obligations à lots de Panama. Voici ma réponse: C'est parce qu'ils n'ont pas été mis au courant de la situation par le Gouvernement. (Rumeurs à gauche.)

M. JUREL.—Il n'y a pas manqué de gens pour le dire du haut de la tribune!

La commission a eu le rapport à sa disposition. Il faudrait pourtant dire ce qui s'est passé.

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Il est possible que la commission ait eu ce rapport; mais je ne sais pas que la commission ait apporté ce rapport à la tribune, et je ne sais pas qu'un seul de ceux qui n'avaient pas partie de la commission—et aucun membre de la droite n'en faisait partie,—ait pu connaître ce document.

Je vais vous dire où il a paru. Il a paru le 23 juin, pas en entier, en extrait...

(Un membre à gauche.) Quelle année?

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—En 1889. ... dans un coin du Journal le «Temps», où la plupart d'entre nous ne sont pas allés le chercher et où, sûrement, la grande masse des souscripteurs n'est pas allée le prendre.

On n'a pas connu ce rapport; il a été dissimulé, il a été gardé; et pour qu'il ne subsiste aucun doute à cet égard, je vous cite une pièce officielle. C'est une lettre que j'ai reçue le 6 décembre 1892. J'avais demandé la communication de ce rapport, n'ayant jamais pu me le procurer et ignorant où il pouvait bien se trouver; j'ai reçu la réponse suivante de M. le ministre des Travaux publics:

«Ce rapport a été jusqu'ici tenu confidentiel. Je n'en possède qu'un seul exemplaire. Je ne puis vous l'adresser et je ne pourrais utilement examiner une demande de communication qui m'en serait faite que si elle m'était adressée par M. le président de la commission d'enquête et pour cette raison, j'ai cru bon de la garder confidentielle. (Très bien très bien à droite.)

M. VITTE.—Ministre des Travaux publics. La commission a reçu trente-trois exemplaires de ce rapport, et j'ai écrit qu'il était complet-

ABONNEMENTS

Montevideo et Départements Républicains Argentins

Un mois \$ 1.00 or \$ 1.50 or \$ 5
Trois .. \$ 3.00 or \$ 4.50 or \$ 15
Six..... \$ 6.00 or \$ 8.00 or \$ 30
Un an... \$ 12.00 or \$ 16.00 or \$ 60
Numéro du jour..... \$ 0.01
« ancien..... \$ 0.10
Les abonnements partiront des 1er, et 15 chaque mois.

GLACES ET SORBETS

Voulez-vous prendre un bon sorbett? Allez-vous les glaces finement préparées, délicates et savoureuses, les glaces qui vous laissent sur les lèvres l'arôme d'un fruit ou le parfum de la vanille!

Lisez à la 3^e page l'avis du Casino de la Bolsa et courez chez Véléro.

ment favorable à la continuation de l'entreprise de Panama. (Exclamations à droite.—Applaudissements à gauche et au centre.)

M. JUREL.—Ce n'est pas ce que vous disiez tout à l'heure, monsieur Le Provost de Launay!

M. BOUZE.—Et vos conversations particulières avec M. de Lesseps, pourquoi ne les avez-vous pas fait connaître à vos collègues de la droite pour les renseigner?

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Vous ne savez pas ce dont vous parlez. J'ai été appelé devant le juge d'instruction et y a deux mois.

M. BOUZE.—Et les conversations que vous avez eues avec M. de Lesseps?

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—C'était à la veille d'une interpellation au cours de laquelle j'aurais fait connaître tout ce qui avait été dit. «Infortunément, il était trop tard, le mal était fait. Il ne dépendait plus de moi ni de mes amis de l'empêcher.

Pour en finir avec le rapport de M. Rousseau, je réponds à M. le ministre des Travaux publics que je ne comprends pas qu'un des membres de la commission, qui a eu ce rapport à sa disposition, ne l'ait pas porté à la tribune et lu, parce que si le petit public avait connu ce document, il n'aurait jamais souscrit. (Très bien très bien à droite.)

M. JUREL.—Allons donc! On a renseigné le petit public.

M. FÉLIX FAURE.—Monsieur Le Provost de Launay, si vous voulez bien reporter à la séance où vous avez été fait exposer, et où vous avez pris un congé, vous verrez que M. Rousseau a discuté à la tribune le rapport de M. Rousseau, et que tous, à part ceux qui se sont fait mettre en congé pour ne pas voter, ont pu avoir connaissance de ce document. (Bruit.)

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Je réponds à M. Félix Faure, qui cherche à faire un incident personnel, qu'il est mal venu à moi reprocher cette absence, attendu que je me suis absenté pour un motif et que, d'autre part, dans les bureaux et prout j'ai voté «contre» le Panama.

Il est inexact que je me sois jamais fait mettre en congé pour ne pas voter.

Un membre à gauche.—Mais le rapport a été communiqué et c'est là la question.

M. JUREL.—Pourquoi dites-vous que le rapport n'a pas été discuté à la tribune?

M. LE PROVOST DE LAUNAY.—Il n'a jamais été connu dans son entier. Jamais on n'a entendu la discussion au rapport.

